

[Texte]

forces to Guatemala. I need hardly belabour the point to members of this enlightened committee, but nothing could be further from the truth. The total story of meetings between I think, Canada and Mexico and the United States, to send some kind of expeditionary force from our countries to Guatemala, was a pure figment of someone's imagination.

That story was circulated in Guatemala and probably aroused some feelings with respect to Canada. In any event there were some threats made against two of our officials there against their safety, if not their lives, and we have asked the Guatemalan government for full protection. We have lessened the number of our people there, and I think that we now feel that adequate protection is being given. Although I must say that I must check with Mr. Molgat to see if he can tell me about the manner of protection which is now being provided is.

Mr. Molgat: Yes, Mr. Minister. It may be worth mentioning that these threats were received in September. They were directed at members of the mission, not to members of the Canadian community in Guatemala, which is fairly numerous. The mission is continuing to provide all normal services to that community. We have reviewed the security precautions for our staff, our remaining staff, in Guatemala and are satisfied that all that can be done on the Canadian side is being done. The ambassador, in the second week of this month, had a meeting with the President of the Republic in Guatemala, and received from him assurances that Guatemala continued to value its good relations with Canada and would respect its obligations to protect Canadian personnel there.

• 1605

Mr. Crosbie (St. John's West): It seems to me, Mr. Minister, that we have been treated somewhat cavalierly in connection with the death of Mr. Léger, who was a Canadian citizen and a missionary, and that we still have not received any adequate report from the Guatemalan government. Have we an independent inquiry of our own under way in this situation, or are we just relying on the Guatemalan government? If we are relying on them, have you indicated to them our displeasure at the cavalier fashion in which this has been treated?

Mr. MacGuigan: We have certainly indicated our displeasure at the fact that we have not received a report, as we have requested. While we have interviewed, on their return to Canada, anyone who we thought might have knowledge of this case, we do not have any authority or jurisdiction to make an inquiry in Guatemala, so we really cannot be in a position of making any formal kind of inquiry. But we certainly will continue to press the Government of Guatemala for an explanation.

The Chairman: Thank you very much. I let the questioning go a bit further today, but you did not abuse it in any way, shape or form.

[Traduction]

que le Canada allait envoyer des soldats au Guatemala. Je suis certain que les membres éclairés de ce comité peuvent se passer de longs commentaires sur une telle affirmation; en fait, rien n'est plus éloigné de la vérité. L'histoire d'après laquelle il y a eu des rencontres entre, je crois, le Canada, le Mexique et les États-Unis pour envoyer un corps expéditionnaire quelconque au Guatemala, a été montée de toute pièce par quelqu'un.

Or, elle a circulé au Guatemala et a probablement suscité un certain ressentiment à l'endroit du Canada. Quoi qu'il en soit, on a menacé la sécurité sinon la vie de deux de nos diplomates en poste là-bas, et nous avons donc demandé que le gouvernement du Guatemala leur accorde son entière protection. Nous avons aussi diminué nos effectifs, et nous sommes d'avis qu'on protège maintenant suffisamment les Canadiens en poste. Je dois toutefois préciser devoir vérifier auprès de M. Molgat pour savoir de quel genre de protection ont bénéficié ces diplomates.

M. Molgat: Oui monsieur le ministre. Il vaut peut-être la peine de mentionner que ces menaces ont été proférées en septembre. En outre, elles s'adressaient à des membres du personnel de la mission et non aux Canadiens vivant au Guatemala, ces derniers étant assez nombreux. La mission diplomatique continue donc de fournir tous les services normaux à nos ressortissants. Nous avons réexaminé les précautions à prendre en matière de sécurité pour protéger notre personnel en poste au Guatemala et nous sommes certains que le Canada a fait son possible à cet égard. Par ailleurs, au cours de la deuxième semaine de novembre, notre ambassadeur a rencontré le président de la république du Guatemala, qui l'a assuré que son pays continue d'accorder une grande importance aux bonnes relations avec le Canada et qu'il assumerait son devoir de protéger le personnel canadien en poste là-bas.

M. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur le ministre, il me semble que l'on nous a traités de façon quelque peu cavalière, eu égard au décès de M. Léger, qui était citoyen canadien et missionnaire, compte tenu du fait que nous n'avons pas encore reçu de rapport satisfaisant de la part du gouvernement guatémaltèque. J'aimerais savoir si, de notre côté, nous avons lancé notre propre enquête ou si nous nous fions aux explications du gouvernement du Guatemala? Si tel était le cas, avez-vous fait état de notre mécontentement devant la façon cavalière avec laquelle cette affaire a été traitée?

M. MacGuigan: Nous avons certainement fait connaître notre mécontentement étant donné que nous n'avons pas reçu le rapport demandé. Par ailleurs, bien que nous ayons interviewé tous ceux qui semblaient connaître quelque chose de cette affaire à leur retour au Canada, nous n'avons pas l'autorité nécessaire et la compétence de tenir une enquête officielle au Guatemala. Toutefois, nous allons certainement continuer à exercer des pressions sur le gouvernement guatémaltèque pour qu'il nous fournisse une explication.

Le président: Merci beaucoup. J'ai laissé les questions aller un peu plus loin aujourd'hui, mais vous n'en avez pas abusé.